ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Relations extérieures, le 4 juin 1982, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur", a donné le 7 juin 1982 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 4e juni 1982 door de Minister van Buitenlandse Betrekkingen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel", heeft de 7e juni 1982 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

L'arrêté royal du 25 avril 1956 ayant été modifié à onze reprises, il serait plus conforme à l'usage d'omettre ces modifications et, par conséquent, de supprimer les mots "tel que modifié par des arrêtés royaux ultérieurs", à l'alinéa 2.

DISPOSITIF.

Observation générale.

Aux articles 8 (14 en projet), 12, 3° (42, paragraphe 2, alinéa 4, 2°, en projet), et 13 (45, 2°, en projet), l'ordre des langues proposées au choix des candidats suit l'ordre alphabétique des noms néerlandais de ces langues. Afin que le texte français ne puisse faire croire qu'il s'agit d'un ordre préférentiel, mieux vaudrait que l'ordre alphabétique soit suivi dans le texte français aussi.

+

Le texte suivant est proposé pour l'ensemble du dispositif :

"CHAPITRE 1er.

Modifications au chapitre 1er
"Carrière du Service extérieur".

Article 1er.-

A l'article 5 de l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, modifié par l'arrêté royal du 4 décembre 1979, les modifications suivantes sont apportées :

.../...

1° au paragraphe 1er, alinéa 1er, le 2° est remplacé par la disposition suivante :
"2° être agé de 22 ans au moins et de 40 ans au plus";

2° au paragraphe 1er, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :
"Il doit être satisfait aux conditions prévues aux 2° et 5° au dernier jour du délai d'inscription".

Article 2.-

A l'article 6, § 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 avril 1973, les alinéas 4 et 5 sont remplacés par la disposition suivante :

"Les demandes de participation sont adressées au Secrétaire permanent au recrutement qui fixe le délai d'inscription".

Article 3.-

A l'article 9 du même arrêté, modifié notamment par les arrêtés royaux du 23 septembre 1975 et du 4 décembre 1979, les paragraphes 1er et 2 sont remplacés par les dispositions suivantes :

"§ 1er. L'examen d'admission définitive comprend :

1° ... (comme au projet, sauf à insérer dans le texte français les mots "de connaissances" entre le mot "certificats" et le mot "linguistiques");

2° ... (comme au projet);

.../...

3° ... (comme au projet, mais en écrivant "durant le stage" au lieu de "pendant la durée du stage").

§ 2. L'examen comprenant les deux premières épreuves énumérées au paragraphe 1er a lieu à une date aussi proche que possible de la fin du dix-huitième mois de stage.

L'épreuve visée au paragraphe 1er, 3°, a lieu aussitôt que possible après la fin du stage".

Article 4.-

A l'article 9 du même arrêté, le paragraphe 4, y inséré par l'arrêté royal du 31 décembre 1975, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 4. Pour satisfaire à l'examen, les stagiaires doivent obtenir :

a) pour l'épreuve visée au paragraphe 1er, 1° et 2°, les 5/10 des points pour chaque exercice des épreuves;

b) pour l'épreuve visée au paragraphe 1er, 3°, les 5/10 des points pour l'ensemble des exercices écrits et les 5/10 des points pour l'ensemble des exercices oraux;

c) dans chacune des trois épreuves visées, les 6/10 des points".

Article 5.-

A l'article 10, § 1er, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 23 septembre 1975, les mots "de la moyenne" sont supprimés.

.../...

Article 6.-

A l'article 10bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 23 septembre 1975, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

"... (comme au projet, sauf à commencer l'alinéa par une majuscule et à écrire "l'article 9, § 1er, 1° et 2°")".

Article 7.-

L'article 13 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 23 septembre 1975, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 13. Les agents de la cinquième classe sont choisis parmi les agents de la sixième classe qui comptent une ancienneté de grade de 4 ans et ont réussi l'examen prévu à l'article 14".

Article 8.-

L'article 14 du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 23 septembre 1975, est rétabli dans la rédaction suivante :

"Article 14. Une épreuve est organisée chaque année, portant sur la connaissance suffisante d'une langue choisie parmi les langues suivantes : l'allemand, l'arabe, le chinois, l'espagnol, l'italien, le japonais, le portugais et le russe. Elle comprend un exercice écrit et un exercice oral.

Les modalités de cette épreuve sont fixées par le Ministre des Relations extérieures, après avis du Secrétaire permanent au recrutement. Ce dernier organise l'épreuve et,

.../...

de l'accord du Ministre des Relations extérieures, en désigne les membres du jury.

L'agent doit obtenir les 5/10 des points pour chaque exercice et les 6/10 des points pour l'ensemble de l'épreuve.

L'agent qui a échoué peut se représenter à toute session ultérieure".

Article 9.-

L'article 34 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 34. A l'exception du rappel à l'ordre, les peines prévues à l'article 32 sont prononcées sur proposition motivée d'une commission disciplinaire.

Cette commission est composée :

1° ... (comme au projet);

2° de deux agents de la carrière du Service extérieur, appartenant à l'une des trois classes supérieures. Ces agents sont choisis avec l'agrément du Ministre par l'agent mis en cause. Si celui-ci, après y avoir été invité, n'a pas fait connaître son choix dans les trente jours, le Ministre désigne les deux agents.

Le Secrétaire général désigne un ou deux agents du niveau 1 pour assumer le secrétariat".

.../...

Article 10.-

L'article 35 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

"Sauf empêchement légitime, il comparaît personnellement".

CHAPITRE II.

Modifications au chapitre III "Carrière de Chancellerie".

Article 11.-

A l'article 41 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 4 décembre 1979, le paragraphe 1er, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

"... (comme au projet)".

Article 12.-

A l'article 42 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 13 avril 1973 et du 4 décembre 1979, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1er, les alinéas 5 et 6 sont remplacés par la disposition suivante :

"Les demandes de participation sont adressées au Secrétaire permanent au recrutement qui fixe le délai d'inscription.";

2° au paragraphe 2, l'alinéa 2, 3°, est remplacé par la disposition suivante :

"3° ... (comme au projet)";

.../...

3° au paragraphe 2, l'alinéa 3, 2°, et l'alinéa 4 sont remplacés par la disposition suivante :

"2° une épreuve, qui comprend un exercice écrit et un exercice oral, sur la connaissance suffisante d'une langue choisie par le candidat parmi les langues suivantes : l'allemand, l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, l'italien, le japonais, le portugais et le russe".

Article 13.-

A l'article 45 du même arrêté, modifié notamment par les arrêtés royaux du 13 avril 1973 et du 4 décembre 1979, le paragraphe 1er, 2°, est remplacé par la disposition suivante :

"2° une épreuve, qui comprend un exercice écrit et un exercice oral, sur la connaissance suffisante d'une langue choisie par le stagiaire parmi les langues suivantes : l'allemand, l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, l'italien, le japonais, le portugais et le russe".

Article 14.-

A l'article 46, § 1er, alinéa 2, du même arrêté, modifié notamment par l'arrêté royal du 23 septembre 1975, les mots "de la moyenne" sont supprimés.

CHAPITRE III.

Dispositions transitoires.

Article 15.-

L'examen d'admission définitive que les agents de la sixième classe administrative de la carrière du

.../...

Service extérieur ont réussi avant l'entrée en vigueur du présent arrêté tient lieu de l'examen prévu à l'article 14 inséré par le présent arrêté dans l'arrêté royal du 25 avril 1956.

Article 16.-

Les stagiaires de la carrière de Chancellerie qui, lors de leur examen d'admission au stage, ont subi une épreuve sur la connaissance suffisante d'une langue choisie parmi les langues suivantes : l'allemand, l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, l'italien, le japonais, le portugais et le russe, sont dispensés de subir à nouveau cette épreuve lors de leur admission définitive.

Article 17.-

... (comme au projet, mais en écrivant "vigueur").

Article 18.-

... (comme au projet, sauf à écrire "Extérieures" avec une minuscule)".

AANHEF.

Het koninklijk besluit van 25 april 1956 is tot elfmaal toe gewijzigd; zoals meer gebruikelijk is, late men die wijzigingen onvermeld en schrappe men bijgevolg in het tweede lid de woorden "gewijzigd door de latere koninklijke besluiten".

BEPALEND GEDEELTE.

Algemene opmerking.

In artikel 8 (ontworpen artikel 14), in artikel 12, 3° (ontworpen artikel 42, paragraaf 2, vierde lid, 2°), en in artikel 13 (ontworpen artikel 45, 2°) zijn de talen waaruit de kandidaten mogen kiezen, in de Franse tekst opgegeven volgens de alfabetische volgorde van de Nederlandse benamingen van die talen (op Spaans en Russisch na). Opdat de Franse tekst niet de indruk wekt dat het hier om een orde van voorkeur gaat, zouden de talen ook in de Franse tekst beter in alfabetische volgorde worden vermeld.

+

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het bepalend gedeelte in zijn geheel :

"HOOFDSTUK I.

Wijzigingen in hoofdstuk I
"Carrière Buitenlandse Dienst".

Artikel 1.-

In artikel 5 van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van

het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 december 1979, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt 2° door de volgende bepaling vervangen :

"2° ten minste 22 jaar en ten hoogste 40 jaar zijn";

2° in paragraaf 1 wordt het tweede lid door de volgende bepaling vervangen :

"Aan de voorwaarden onder 2° en 5° moet voldaan zijn op de laatste dag van de inschrijvingstermijn".

Artikel 2.-

In artikel 6, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 april 1973, worden het vierde en het vijfde lid door de volgende bepaling vervangen :

"De aanvragen tot deelneming worden aan de Vaste Wervingssecretaris gezonden; deze bepaalt de inschrijvingstermijn".

Artikel 3.-

In artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd onder meer bij de koninklijke besluiten van 23 september 1975 en 4 december 1979, worden de paragrafen 1 en 2 door de volgende bepalingen vervangen :

.../...

"§ 1. Het examen voor vaste benoeming bestaat uit :

1° ... (zoals in het ontwerp, maar in de Franse tekst voege men de woorden "de connaissances" in tussen het woord "certificats" en het woord "linguistiques");

2° ... (zoals in het ontwerp);

3° ... (zoals in het ontwerp, maar in de Franse tekst schrijve men "durant le stage" in plaats van "pendant la durée du stage").

§ 2. Het examen dat de eerste twee in paragraaf 1 genoemde gedeelten omvat, heeft plaats op een datum die zo dicht mogelijk bij het einde van de achttiende maand van de proeftijd ligt.

Het in paragraaf 1, 3°, bedoelde examengedeelte wordt zo spoedig mogelijk na het einde van de proeftijd afgenomen".

Artikel 4.-

In artikel 9 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 4, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 31 december 1975, door de volgende bepaling vervangen :

"§ 4. Om bij het examen te voldoen, moeten de stagiairs :

.../...

a) voor het in paragraaf 1, 1° en 2°, bedoelde examengedeelte 5/10 van de punten behalen voor iedere oefening van de examengedeelten;

b) voor het in paragraaf 1, 3°, bedoelde examengedeelte 5/10 van de punten voor het geheel van de schriftelijke oefeningen en 5/10 van de punten voor het geheel van de mondelinge oefeningen;

c) in ieder van de drie bedoelde examengedeelten, 6/10 van de punten".

Artikel 5.-

In artikel 10, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 september 1975, worden de woorden "het gemiddelde van" geschrapt.

Artikel 6.-

In artikel 10bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 23 september 1975, wordt het tweede lid door de volgende bepaling vervangen :

"... (zoals in het ontwerp, maar men beginne het lid met een hoofdletter en schrijve in de Franse tekst "l'article 9, § ler, 1° et 2°)".

Artikel 7.-

Artikel 13 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 september 1975, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 13. De ambtenaren van de vijfde klasse worden gekozen uit de ambtenaren van de zesde klasse die vier jaar graadanciënniteit tellen en geslaagd zijn voor het in artikel 14 voorgeschreven examen".

Artikel 8.-

Artikel 14 van hetzelfde besluit, opgeheven bij het koninklijk besluit van 23 december 1975, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

"Artikel 14. Ieder jaar wordt een examen georganiseerd over de voldoende kennis van een taal gekozen uit de volgende talen : Arabisch, Chinees, Duits, Italiaans, Japans, Portugees, Russisch en Spaans. Het bestaat uit een schriftelijke en een mondelinge oefening.

De nadere regelen betreffende dat examen worden door de Minister van Buitenlandse Betrekkingen bepaald na advies van de Vaste Wervingssecretaris. Deze laatste organiseert het examen en wijst, met het akkoord van de Minister van Buitenlandse Betrekkingen, de leden van de examencommissie aan.

De ambtenaar moet 5/10 van de punten behalen voor iedere oefening en 6/10 van de punten voor het gehele examen.

De niet geslaagde ambtenaar kan zich voor iedere latere zittijd aanmelden".

Artikel 9.-

Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 34. Met uitzondering van de terechtwijzing worden de in artikel 32 gestelde straffen uitgesproken op een met redenen omkleed voorstel van een tuchtcommissie.

Deze commissie bestaat uit :

1° ... (zoals in het ontwerp);

2° twee ambtenaren van de carrière Buitenlandse Dienst, behorend tot een der drie hogere klassen. Deze ambtenaren worden, met de instemming van de Minister, door de betrokken ambtenaar gekozen. Indien deze, nadat hij daartoe werd verzocht, zijn keuze niet heeft doen kennen binnen dertig dagen, wijst de Minister de twee ambtenaren aan.

De Secretaris-generaal wijst een of twee ambtenaren van niveau 1 aan om het secretariaat waar te nemen".

Artikel 10.-

Artikel 35 van hetzelfde besluit wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Behalve bij wettige verhindering verschijnt hij persoonlijk".

HOOFDSTUK II.

Wijzigingen in hoofdstuk III "Kanselarijcarrière".

Artikel 11.-

In artikel 41 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij

het koninklijk besluit van 4 december 1979, wordt paragraaf 1, tweede lid, door de volgende bepaling vervangen :

"... (zoals in het ontwerp)".

Artikel 12.-

In artikel 42 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 april 1973 en 4 december 1979, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden het vijfde en het zesde lid door de volgende bepaling vervangen :

"De aanvragen tot deelneming worden aan de Vaste Wervingssecretaris gezonden; deze bepaalt de inschrijvingstermijn.";

2° in paragraaf 2, wordt het tweede lid, 3°, door de volgende bepaling vervangen :

"3° ... (zoals in het ontwerp)";

3° in paragraaf 2, worden het derde lid, 2°, en het vierde lid door de volgende bepalingen vervangen :

"2° een examen, dat een schriftelijke en een mondelinge oefening omvat, over de voldoende kennis van een taal door de kandidaat gekozen uit de volgende talen : Arabisch, Chinees, Duits, Engels, Italiaans, Japans, Portugees, Russisch en Spaans".

.../...

Artikel 13.-

In artikel 45 van hetzelfde besluit, gewijzigd onder meer bij de koninklijke besluiten van 13 april 1973 en 4 december 1979, wordt paragraaf 1, 2°, door de volgende bepaling vervangen :

"2° een examen, dat een schriftelijke en een mondelinge oefening omvat, over de voldoende kennis van een taal door de stagiair gekozen uit de volgende talen : Arabisch, Chinees, Duits, Engels, Italiaans, Japans, Portugees, Russisch en Spaans".

Artikel 14.-

In artikel 46, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd onder meer bij het koninklijk besluit van 23 september 1975, worden de woorden "het gemiddelde van" geschrapt.

HOOFDSTUK III.

Overgangsbepalingen.

Artikel 15.-

Het examen voor vaste benoeming waarvoor de ambtenaren van de zesde administratieve klasse van de carrière Buitenlandse Dienst geslaagd zijn vóór de inwerkingtreding van dit besluit, geldt als het examen dat voorgeschreven is in artikel 14, door dit besluit ingevoegd in het koninklijk besluit van 25 april 1956.

.../...

Artikel 16.-

De stagiairs van de Kanselarijcarrière die, bij hun examen voor toelating tot de proeftijd, een examen hebben afgelegd over de voldoende kennis van een taal gekozen uit de volgende talen : Arabisch, Chinees, Duits, Engels, Italiaans, Japans, Portugees, Russisch en Spaans, hoeven dat examengedeelte niet meer af te leggen bij hun vaste benoeming.

Artikel 17.-

...(zoals in het ontwerp, maar in de Franse tekst schrijve men "vigueur").

Artikel 18.-

... (zoals in het ontwerp, maar men schrijve "is belast") ...".

La chambre était composée de			De kamer was samengesteld uit
Messieurs de Heren	: :	P. TAPIE,	président de chambre, président, kamervoorzitter, voorzitter,
		H. ROUSSEAU,	président de chambre, kamervoorzitter,
		Ch. HUBERLANT,	conseiller d'Etat, staatsraad,
Madame Mevrouw	: :	M. VAN GERREWEY,	greffier assumé, toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. G. BOLAND, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. BOLAND, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.